



RCS : BOULOGNE SUR MER

Code greffe : 6202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOULOGNE SUR MER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2002 B 00016

Numéro SIREN : 440 569 143

Nom ou dénomination : 3 D BOIS

Ce dépôt a été enregistré le 21/02/2017 sous le numéro de dépôt 713

3D BOIS
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 387.100 €
Siège social : 37 Rue de Fruges
62650 HERLY
440 569 143 RCS BOULOGNE SUR MER

Greffé du Tribunal
de Commerce de Boulogne-s/mer
2017 A 713
21 FEV. 2017
RCS Boulogne s/M

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 1^{er} DECEMBRE 2016

L'An Deux Mil Seize,

Le Premier Décembre à onze heures,

Les Associés de la Société "3D BOIS", Société par actions simplifiée au capital de 387.100 €, dont le siège social est situé 37 Rue de Fruges – 62650 HERLY, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Yves LAVOGEZ, Président de la Société.

Le Président constate, d'après la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, que les associés présents ou représentés possèdent actions sur les 3.871 actions composant le capital, et que l'Assemblée Générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Cabinet EXPERIAL CONSEIL, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué est

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- ✓ Lecture du rapport du Président,
- ✓ Lecture du rapport du Commissaire aux Comptes,
- ✓ Réduction de capital par diminution de la valeur nominale des actions,
- ✓ Modification corrélative des statuts,
- ✓ Pouvoirs en vue des formalités,
- ✓ Questions diverses.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- ✓ Les justificatifs des convocations régulières des associés et du Commissaire aux Comptes,
- ✓ La feuille de présence,
- ✓ Le rapport du Président et le rapport du Commissaire aux Comptes,
- ✓ Un exemplaire des statuts de la Société,
- ✓ Le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

Le Président déclare que tous les documents devant, d'après la législation des sociétés commerciales, être communiqués aux associés ont été adressés aux Associés ou tenus à leur disposition au siège social, à compter de la convocation de l'Assemblée.

Lecture est donnée des rapports du Président et du Commissaire aux Comptes..

La discussion est ouverte. Diverses observations sont présentées et le Président fournit les explications qui lui sont demandées.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Président et du Commissaire aux Comptes, décide de réduire le capital de SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT SEPT (65.807) € par imputation sur le report à nouveau déficitaire de SOIXANTE SEPT MILLE NEUF CENT QUARANTE TROIS (67.943) €, résultant de la décision d'affectation du résultat par l'Assemblée Générale du 17 Octobre 2016.

Cette réduction de capital est réalisée par la diminution de la valeur nominale des actions de CENT (100) € à QUATRE VINGT TROIS (83) €, soit une réduction de la valeur nominale de DIX SEPT (17) € par action.

La réduction de capital de 3.871 actions x 17 € soit 65.807 € s'imputera sur le report à nouveau déficitaire de 67.943 €.

Le report à nouveau déficitaire résultant de la réduction sera ramené à 2.136 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale en conséquence de la résolution précédente décide de modifier de la façon suivante les articles 6 et 7 des statuts :

ARTICLE 6 - APPORTS

I – Lors de la constitution de la Société, il a été fait :

Apports en numéraire

- Madame Elisabeth LAVOGEZ apporte la somme de CENT (100) €,
 - Mademoiselle Hélène LAVOGEZ apporte la somme de CENT (100) €,
 - Monsieur Emmanuel LAVOGEZ apporte la somme de CENT (100) €,
 - Monsieur Abel LAVOGEZ apporte la somme de CENT (100) €,
 - Monsieur Etienne LAVOGEZ apporte la somme de CENT (100) €,
- Montant total des apports en numéraire ; CINQ CENTS (500) €.

Apports en nature

Aux termes d'un traité d'apport en date du 1^{er} Décembre 2001, Monsieur Yves LAVOGEZ apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

345 parts sociales numérotées de 1 à 320, 651 à 656 et 731 à 749 de la Société « LAVOGEZ FRERES », Société à Responsabilité Limitée au capital de 260.000 €, divisé en 800 parts sociales de 325 € chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650), RCS BOULOGNE SUR MER 330 541 251, évaluées à 234.000 €,

200 parts sociales numérotées de 511 à 660 et 1.311 à 1.360 de la Société « MENUISERIE DU HAUT PAYS », Société à Responsabilité Limitée au capital de 52.850 €, divisé en 1.510 parts sociales de 35 € chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650) - La Place, RCS BOULOGNE SUR MER 394 622 625, évaluées à 19.000 €,

215 parts sociales numérotées de 591 à 740 et 936 à 1.000 de la Société « TRADI RENOV », Société à Responsabilité Limitée au capital de 30.000 €, divisé en 1.000 parts sociales de 30 € chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650) - 37 rue de Fruges, RCS BOULOGNE SUR MER 411 770 068, évaluées à 17.000 €.

En rémunération de ces apports en nature évalués à la somme de DEX CENT SOIXANTE DIX MILLE (270.000) €, il a été attribué à Monsieur Yves LAVOGEZ DEUX MILLE SEPT CENTS (2.700) actions de CENT (100) € chacune, intégralement libérées.

Montant des apports en nature DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE (270.000) €.

Il a été procédé à l'évaluation de ces apports au vu du rapport du CABINET FRANCIS LEROY & ASSOCIES, Commissaire aux Apports, désigné par Ordonnance de Monsieur Le Président du Tribunal de Commerce de BOULOGNE SUR MER le 20 Novembre 2001.

II - Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire en date du 4 Juin 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de CENT SEIZE MILLE SIX CENTS (116.600) € par apport en nature de :

85 parts sociales du capital de la Société « LAVOGEZ FRERES »,
585 parts sociales du capital de la Société « MENUISERIE DE LA LYS »,
810 parts sociales du capital de la Société « MENUISERIE DU HAUT PAYS »,
345 parts sociales du capital de la Société « SCIERIE DU HAUT PAYS »,

Le total des apports en nature est évalué à la somme de TROIS CENT SOIXANTE SEIZE MILLE NEUF CENT CINQUANTE QUATRE (376.954) € dont une prime d'émission de DEUX CENT SOIXANTE MILLE TROIS CENT CINQUANTE QUATRE (260.354) €.

III - Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} Décembre 2016, le capital social a été réduit d'une somme de SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT SEPT (65.807) € par imputation sur le report à nouveau déficitaire de SOIXANTE SEPT MILLE NEUF CENT QUARANTE TROIS (67.943) €. Cette réduction est réalisée par la diminution de la valeur nominale des actions.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de TROIS CENT VINGT ET UN MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT TREIZE (321.293) €.

Il est divisé en TROIS MILLE HUIT CENT SOIXANTE ET ONZE (3.871) actions de QUATRE VINGT TROIS (83) € chacune de même catégorie, entièrement souscrites et libérées intégralement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Président.

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT

BOULOGNE-SUR-MER

Le 06/02 2017 Dossier 2017 03668, référence 2017 A 00279

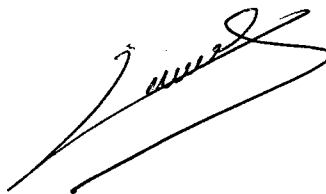
Enregistrement : 125 € Penalités : 14 €

Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros

Montant reçu : 139 €

L'Agent administratif des finances publiques

Françoise COFFIN
Agent



3D BOIS
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 321.293 €
Siège : 37 Rue de Fruges
62650 HERLY
440 569 143 RCS BOULOGNE SUR MER

Greffe du Tribunal
de Commerce de Boulogne-sur-mer
Dépôt n° **2017 A 713**
du **21 FEV. 2017**

RCS Boulogne s/M

STATUTS MIS A JOUR LE 1^{ER} DECEMBRE 2016

*certifié conforme
reproduit
[Signature]*

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 - Forme

La société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est :

3 D BOIS

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social est fixé à :

37 Rue de Fréges - 62650 HERLY

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 - Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- Fabrication, achat, vente, négoce, de fermetures, de menuiseries, d'escaliers, de charpentes, ainsi que tous éléments préfabriqués en bois pour le bâtiment dans les secteurs industriels et résidentiels, et d'une manière générale, la fabrication et le négoce de tous matériaux constituant l'enveloppe du bâtiment et l'exploitation forestière, scierie, sciage à façon et traitement des bois ;
- La prise de participation dans toutes entités juridiques, avec ou sans personnalité morale, quel qu'en soit l'objet, par voie d'achat, souscription, apport, fusion de tous biens mobiliers et valeurs mobilières et tous biens immobiliers et valeurs mobilières portant sur ces biens, ainsi que leur gestion ;
- La gestion de services et toutes prestations administrative, commerciale, comptable, informatique, sociale et financière communs aux différentes sociétés, membres du Groupe ;
- La gestion rationnelle de trésorerie du Groupe ;

Le tout directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers par voie de création de sociétés nouvelles, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise en location ou en gérance, de tous biens et droits ou autrement ;

Toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en favoriser le développement.

ARTICLE 5 - Durée

La société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de QUATRE VINGT DIX NEUF ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

I – Lors de la constitution de la Société, il a été fait :

Apports en numéraire

- Madame Elisabeth LAVOGEZ apporte la somme de CENT (100) €,
 - Mademoiselle Hélène LAVOGEZ apporte la somme de CENT (100) €,
 - Monsieur Emmanuel LAVOGEZ apporte la somme de CENT (100) €,
 - Monsieur Abel LAVOGEZ apporte la somme de CENT (100) €,
 - Monsieur Etienne LAVOGEZ apporte la somme de CENT (100) €,
- Montant total des apports en numéraire ; CINQ CENTS (500) €.

Apports en nature

Aux termes d'un traité d'apport en date du 1^{er} Décembre 2001, Monsieur Yves LAVOGEZ apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

345 parts sociales numérotées de 1 à 320, 651 à 656 et 731 à 749 de la Société « LAVOGEZ FRERES », Société à Responsabilité Limitée au capital de 260.000 €, divisé en 800 parts sociales de 325 € chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650), RCS BOULOGNE SUR MER 330 541 251, évaluées à 234.000 €,

200 parts sociales numérotées de 511 à 660 et 1.311 à 1.360 de la Société « MENUISERIE DU HAUT PAYS », Société à Responsabilité Limitée au capital de 52.850 €, divisé en 1.510 parts sociales de 35 € chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650) – La Place, RCS BOULOGNE SUR MER 394 622 625, évaluées à 19.000 €,

215 parts sociales numérotées de 591 à 740 et 936 à 1.000 de la Société « TRADI RENOV », Société à Responsabilité Limitée au capital de 30.000 €, divisé en 1.000 parts sociales de 30 € chacune, dont le siège social est sis à HERLY (62650) – 37 rue de Fruges, RCS BOULOGNE SUR MER 411 770 068, évaluées à 17.000 €.

En rémunération de ces apports en nature évalués à la somme de DEX CENT SOIXANTE DIX MILLE (270.000) €, il a été attribué à Monsieur Yves LAVOGEZ DEUX MILLE SEPT CENTS (2.700) actions de CENT (100) € chacune, intégralement libérées.

Montant des apports en nature DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE (270.000) €.

Il a été procédé à l'évaluation de ces apports au vu du rapport du CABINET FRANCIS LEROY & ASSOCIES, Commissaire aux Apports, désigné par Ordonnance de Monsieur Le Président du Tribunal de Commerce de BOULOGNE SUR MER le 20 Novembre 2001.

II – Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire en date du 4 Juin 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de CENT SEIZE MILLE SIX CENTS (116.600) € par apport en nature de :

- 85 parts sociales du capital de la Société « LAVOGEZ FRERES »,
- 585 parts sociales du capital de la Société « MENUISERIE DE LA LYS »,
- 810 parts sociales du capital de la Société « MENUISERIE DU HAUT PAYS »,
- 345 parts sociales du capital de la Société « SCIERIE DU HAUT PAYS »,

Le total des apports en nature est évalué à la somme de TROIS CENT SOIXANTE SEIZE MILLE NEUF CENT CINQUANTE QUATRE (376.954) € dont une prime d'émission de DEUX CENT SOIXANTE MILLE TROIS CENT CINQUANTE QUATRE (260.354) €.

III – Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} Décembre 2016, le capital social a été réduit d'une somme de SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT SEPT (65.807) € par imputation sur le report à nouveau déficitaire de SOIXANTE SEPT MILLE NEUF CENT QUARANTE TROIS (67.943) €. Cette réduction est réalisée par la diminution de la valeur nominale des actions.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de TROIS CENT VINGT ET UN MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT TREIZE (321.293) €.

Il est divisé en TROIS MILLE HUIT CENT SOIXANTE ET ONZE (3.871) actions de QUATRE VINGT TROIS (83) € chacune de même catégorie, entièrement souscrites et libérées intégralement.

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la Loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la Loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportant les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ASSOCIES

ARTICLE 11 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nu-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12 - Agrément

1. Les actions ne peuvent être cédées sauf entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente (30) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13 - Modifications dans le contrôle d'un associé

1. En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de trente (30) jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclu de la Société dans les conditions prévues à l'article 15 (Article Exclusion d'un associé).

2. Dans le délai de soixante (60) jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 15. Si la société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 14 - Exclusion d'un associé

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution de redressement, de faillite personnelle, de liquidation judiciaire ou de banqueroute d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée soixante (60) jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;

- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard trente (30) jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les trois (3) mois de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 15 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 14 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins cinquante (50) % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

ARTICLE 17 - Directeur Général

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 19 des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

Il est précisé que la société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 18 - Conventions entre la société et ses dirigeants

Toute convention, autre que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et l'un des membres de ses organes de direction, directement ou par personne interposée, ou entre la Société et une autre société ou entreprise dans laquelle l'un des membres des organes de direction est titulaire d'un mandat social doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

ARTICLE 19 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la Loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

ARTICLE 20 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L. 432-6 du Code du travail auprès du Président.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 21 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

ARTICLE 22 - Règles de majorité

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en société d'une autre forme ;

ARTICLE 23 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés.

Pendant la période de liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 24 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 26 ci-après.

ARTICLE 25 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 26 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la Loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés quinze (15) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 27 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er Juillet et se termine le 30 Juin de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 30 Juin 2002.

ARTICLE 28 - Etablissement et Approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 29 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 30 - Dissolution - Liquidation de la société

La société est dissoute dans les cas prévus par la Loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 31 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises à l'arbitrage.

A défaut d'accord sur la désignation d'un arbitre unique, chacune des parties devra nommer, dans les quinze jours de la constatation de leur désaccord sur ce choix, un arbitre et notifier cette désignation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception aux autres parties.

Les arbitres ainsi désignés doivent choisir un tiers arbitre.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président du tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs et en dernier ressort.